

3.6 Investissement

En 2015, l'investissement corporel brut hors apports des entreprises des secteurs principalement marchands non financiers et non agricoles s'élève à 183,5 milliards d'euros. Il progresse de 3,5 % après + 1,4 % l'année précédente et des baisses en 2012 et 2013.

Les secteurs qui investissent le plus sont l'industrie (52 milliards d'euros), dont 17 milliards dans l'énergie, puis l'immobilier, les services aux entreprises, les transports, le commerce et l'information et communication avec notamment le secteur de la téléphonie. Dans l'industrie, l'industrie manufacturière cumule 30 milliards d'investissements grâce notamment à l'agroalimentaire (7 milliards), la fabrication de matériel de transports (5 milliards), la métallurgie (3 milliards) et l'industrie chimique (3 milliards).

En 2015, sur les 2,4 millions d'entreprises (hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal) des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, 1,1 million ont réalisé des investissements, soit 46 % des entreprises. Une faible proportion de petites unités investissent : 29 % des entreprises parmi les 1,3 million d'unités qui n'emploient aucun salarié et 61 % parmi les 1,0 million d'unités comptant de 1 à 9 salariés. En revanche, les plus grosses structures investissent presque toutes : 90 % des sociétés de 10 à 249 salariés et 96 % de celles de 250 salariés ou plus. Ces proportions sont structurelles et évoluent peu, elles étaient du même ordre les années précédentes. Si un entrepreneur individuel peut se permettre, notamment pour certains métiers de services, de n'investir que rarement après son installation, cette situation n'est pas soutenable pour les plus grosses structures pour lesquelles les investissements sont une nécessité.

Les montants investis par les petites entreprises sont faibles, en lien avec le niveau de leur activité. Pour un quart des entreprises

sans salarié ayant investi, l'investissement est inférieur à 1 000 euros, et pour une sur deux il est inférieur à 3 100 euros. Le montant investi médian des entreprises de 1 à 9 salariés est 1,8 fois supérieur à celui des unités non employeuses ; celui des unités de 10 à 249 salariés l'est près de douze fois plus. Pour les entreprises de 250 salariés ou plus, le montant médian de l'investissement s'élève à plus de 2,2 millions d'euros.

Ainsi, l'investissement en France est concentré sur un nombre relativement faible d'entreprises : 2,1 % des entreprises ayant investi, réalisant chacune un investissement supérieur à 500 000 euros, sont à l'origine de 86 % du montant total de l'investissement des secteurs principalement marchands, non agricoles et non financiers. À l'opposé, 650 000 entreprises réalisent un investissement inférieur à 10 000 euros, pour 1 % du total de l'investissement corporel brut hors apports.

Les **taux d'investissement** des entreprises non financières issus des comptes nationaux annuels sont orientés à la hausse en 2015 dans la zone euro (19 pays), et notamment en Espagne, en France et au Royaume-Uni. Ils reculent en Allemagne et en Italie. La récession de 2009 avait entraîné une forte baisse des taux d'investissement ; en 2015, seule la France et le Royaume-Uni ont retrouvé un niveau proche de celui de 2008, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie sont toujours en retrait (respectivement - 1,9, - 2,7 et - 3,2 points).

Les taux d'investissement varient selon les pays en raison notamment de la structure des économies nationales. Ainsi, le taux particulièrement élevé de l'Espagne jusqu'en 2007 tenait au poids de l'immobilier. L'investissement y chute ensuite considérablement avec l'éclatement de la « bulle immobilière » jusqu'en 2009, il repart ensuite à la hausse depuis 2012. ■

Définitions

Taux d'investissement, médiane, quartile : voir annexe *Glossaire*.

Pour en savoir plus

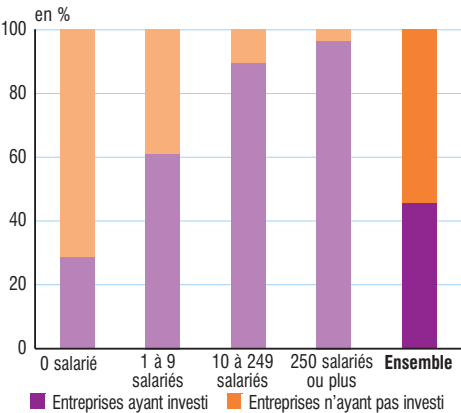
- « 11 400 sociétés concentrent 75 % de l'investissement », *Insee Focus* n° 32, juillet 2015.

1. Investissements et taux d'investissement en 2015

	en milliards d'euros		
	Investissements corporels bruts hors apports	Valeur ajoutée hors taxes	Taux d'investissement (en %)
Industrie	52,0	265,5	19,6
<i>dont industrie manufacturière</i>	30,0	223,3	13,4
Construction	6,6	85,6	7,7
Commerce de gros, de détail, automobile et motocycle	18,3	208,8	8,8
Transports, entreposage	23,0	86,9	26,5
Hébergement et restauration	7,3	39,5	18,4
Information et communication	9,3	83,9	11,0
Activités immobilières	38,4	45,2	84,9
Autres services principalement marchands	28,7	193,6	14,8
Ensemble des secteurs d'activité	183,5	1 009,0	18,2

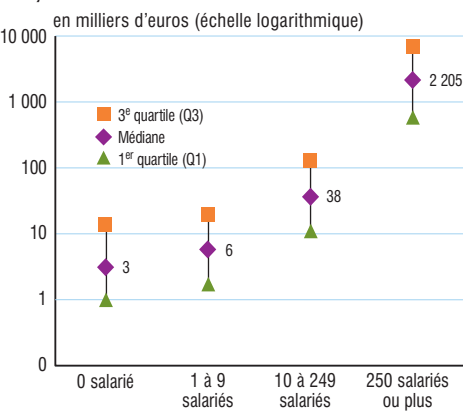
Champ : France, entreprises profilées et unités légales des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.
Source : Insee, É sane.

2. Répartition des entreprises selon leur taille et leur investissement en 2015



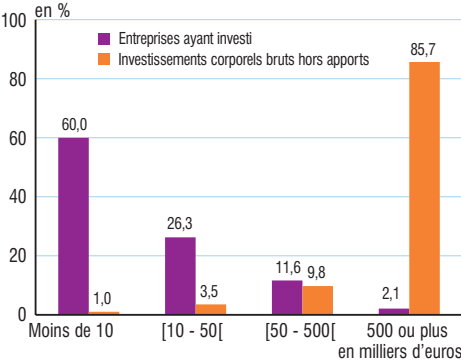
Champ : France, entreprises profilées et unités légales des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.
Source : Insee, É sane (données individuelles).

3. Dispersion de l'investissement des entreprises ayant investi en 2015



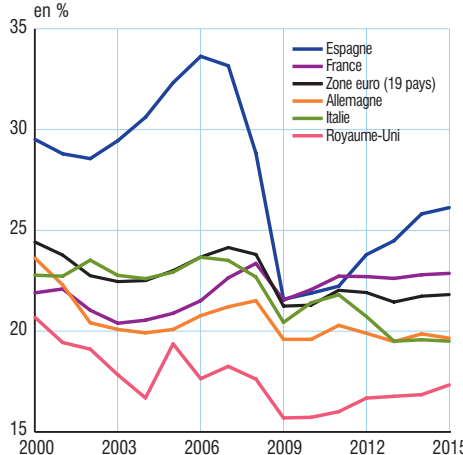
Champ : France, entreprises profilées et unités légales ayant investi des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.
Source : Insee, É sane (données individuelles).

4. Répartition des entreprises ayant investi selon le montant de leur investissement en 2015



Champ : France, entreprises profilées et unités légales ayant investi des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.
Lecture : 2,1 % des entreprises profilées et unités légales ayant investi ont réalisé chacune un investissement de plus de 500 000 euros en 2015, leurs investissements représentent 85,7 % de l'investissement total.
Source : Insee, É sane (données individuelles).

5. Taux d'investissement des entreprises non financières



Champ : secteurs des entreprises non financières.
Source : Eurostat, comptes de secteurs annuels.